

Pendant que plusieurs s'entendent pour dire que tout est loin d'être rose en agriculture, un point positif mérite d'être mentionné : c'est la qualité de la relève. Même si la situation financière des entreprises agricoles laisse à désirer et que la cohabitation est de plus en plus difficile, il y a une relève pour le monde agricole motivée, de plus en plus instruite et déterminée à réussir. Une relève qui représente l'avenir de l'agriculture.

Il me fait donc très plaisir de voir la venue d'une Commission sur l'avenir de l'agriculture. Je suis d'autant plus heureux de pouvoir y participer et de savoir que vous êtes intéressés à m'écouter malgré mon jeune âge et mes quelques expériences de vie.

Je veux donc vous expliquer les trois aspects que je considère les plus importants pour bâtir l'agriculture de demain: la formation, la responsabilisation personnelle et la structure de commercialisation. Trois aspects reliés entre eux qui demandent l'appui autant des producteurs agricoles que des gouvernements et des citoyens/clients pour que tout s'harmonise et rende la vie de la relève agricole plus motivante. Du moins, c'est ce que je crois, car je sais très bien que je ne détient pas la vérité, mais peut-être qu'un petit peu de ce que je dis, mêlé avec tout ce que vous allez entendre...

### **Formation et information**

Selon moi, la réussite, dans n'importe quel domaine que ce soit, commence par les connaissances et la formation des gens impliqués. L'agriculture ne fait pas exception à cette règle. Plus les intervenants et la relève auront des connaissances, plus ils auront l'esprit ouvert, plus ils voudront en savoir davantage, plus ils feront des choix éclairés et plus ils avanceront et réussiront rapidement. Alors avant de dire aux autres quoi faire pour nous aider, aidons-nous donc en premier. À partir de maintenant, toute personne qui veut se partir une entreprise agricole devrait d'abord, aller chercher un diplôme en agriculture avant de s'y lancer et même les personnes déjà établies devraient être encouragées à suivre régulièrement des formations de type continu. Certains diront que je pousse un peu fort, mais je crois qu'il faut arrêter de banaliser les entreprises agricoles et se rendre compte que nous possédons maintenant de vraies entreprises qui valent parfois plusieurs millions et qui ont toutes des paperasses, des inventaires, des dossiers et la régie de production à gérer en même temps. La formation est le pilier le plus important pour bâtir une agriculture solide et durable, parce que si, ceux qui y travaillent, comprennent le système et savent où ils s'en vont, il y aura un effet d'entraînement sur le reste du secteur agricole dans sa progression. De plus, les agriculteurs désirent être mieux perçus par la population en générale, il est évident que la formation est un atout grandement favorable pour que notre métier soit considéré aussi noble que n'importe quel autre profession. Par exemple, pour n'importe quel autre métier, policier, ambulancier, pompier, comptable, ect...il faut obligatoirement obtenir une formation appropriée pour espérer y travailler, alors pourquoi ce ne serait pas le cas en agriculture? Des efforts sont toujours nécessaires si l'on veut améliorer notre sort, alors il serait important de favoriser et valoriser la formation de notre relève pour que tout le monde agricole s'en porte mieux dans le futur.

Ensuite, pour parvenir au succès de l'agriculture au Québec, il ne faut pas demander uniquement au producteur de faire des efforts, la population en général qui est

constituée de citoyens, de voisins ou de concitoyens, qui sont tous nos clients, a un très grand rôle à jouer dans l'amélioration de l'agriculture. La population du Québec entretient généralement un discours négatif face aux agriculteurs et leur métier, ce qui a pour effet de détériorer la cohabitation avec le monde agricole, de désintéresser des futurs agriculteurs potentiels et même d'amener certains producteurs à éprouver de la gêne à dire quel métier il pratique. C'est pourquoi il serait important de mettre sur pied des campagnes d'informations majeures pour expliquer au grand public ce qu'est l'agriculture en 2007. Il est plus que temps que tout le monde sache que nous ne tirons plus les vaches à la main. Il est plus que temps que l'on mette à jour les croyances populaires et que les citoyens soient au fait de la complexité de notre métier. Qu'ils sachent que la robotisation, l'informatique et les systèmes GPS font partie intégrante de notre milieu. Il serait aussi très important d'informer la population de tous les efforts que fait l'agriculture face à l'environnement. Peu de gens réalisent les investissements que représente l'installation d'une fosse à fumier et de rampes d'épandages et qu'ils ne nous rapportent rien en récupération d'investissement. Rare sont ceux qui savent aussi que pour respecter les normes environnementales, les doses d'épandages de fumier sont calculées en fonction des besoins de la culture pour diminuer les risques de pollution. Nous en sommes même rendu à ajuster les rations alimentaires de nos animaux afin de diminuer les quantités d'azote et de phosphore présentes dans les déjections. Si on prenait le temps d'expliquer tout ça aux citoyens, il est à espérer que plusieurs changeraient leur fusil d'épaule et se révolteraient probablement moins des odeurs lors d'épandage. Encore là, il faut réussir à les convaincre de faire l'effort de nous écouter. Par contre, comme solution au refus d'écoute, j'aime bien l'idée amenée par l'UPA d'organiser des visites dans le plus grand nombre d'école possible pour expliquer de façon dynamique et intéressante ce qu'est l'agriculture dans le but d'améliorer à long terme la perception générale de l'agriculture. En même temps, au secondaire, il y a possibilité de créer de l'intérêt chez davantage de jeunes à la recherche d'une carrière intéressante. Changer d'image et la perception qu'ont les autres face à nous, c'est un travail à long terme, mais combien profitable, alors pourquoi ne pas commencer tout de suite.

Troisièmement, pour ce qui est du troisième acteur majeur en agriculture, le gouvernement, il a tout à gagner de favoriser la formation et l'information en agriculture. Tout d'abord, parce qu'en ayant des producteurs mieux formés, les entreprises seront mieux gérées et plus efficaces, tout en ayant moins besoins d'aide gouvernementale de toute sorte pour arriver financièrement. De plus, avec des producteurs bien formés, ceux-ci sauront davantage et dans une plus grande unité quelle direction prendre lors de problématiques. Il sera donc plus facile de négocier pour le gouvernement. D'un autre côté, avec une population mieux informée face à l'agriculture, il y aura moins de conflits entre les deux mondes et moins de dossiers délicats à trancher, moins de pertes d'argent et de temps dans des commissions spéciales et Règlements de contrôle intérimaire. Finalement, avec une agriculture mieux perçue, plus de jeunes seront intéressés par l'agriculture pour y faire carrière, donc moins d'inquiétudes dans le futur face à la souveraineté alimentaire et à l'occupation du territoire en région.

## **Responsabilisation**

Pour faire suite à la formation et pour que celle-ci puisse avoir du sens, il faut que chacun d'entre nous se responsabilise. Avoir des connaissances, c'est un très bon outil, mais il faut tout de même les utiliser. Je ne crois pas qu'il soit possible de tout savoir, car généralement plus on en apprend, plus on se rend compte qu'il y a des choses qu'on ne comprend pas et on développe alors une ouverture d'esprit et de l'intérêt pour chercher à comprendre d'avantage. Selon moi, se responsabiliser pour un producteur agricole, c'est avant tout de ne jamais hésiter pour aller chercher des conseils de spécialistes dans chacun des secteurs de nos entreprises et ainsi faire les meilleurs choix possibles afin d'être davantage efficaces et rentables. De plus, en prenant ce genre d'habitude, les producteurs en se sentant appuyés reprendrait de la confiance dans leur capacité de gestion et auraient probablement moins peur face aux changements. Alors plutôt que d'opter pour le statu quo lors de réforme et se faire dépasser par la concurrence de plus en plus mondiale, nous pourrions nous adapter plus rapidement, prendre les devants et peut-être même devenir avant-gardiste. Par contre, pour en arriver là, je ne crois pas qu'il faut partir chacun notre bord avec notre propre plan d'action, car nous allons nous concurrencer et courir à notre perte à long terme. Se responsabiliser, c'est s'unir et faire les compromis pour s'entendre dans une seule et unique organisation qu'est l'UPA pour avoir une plus grande force et pour progresser tous ensemble. Il faudrait aussi donner davantage de responsabilités aux conseils d'administration de chacune des fédérations spécialisées de l'UPA et arrêter de demander l'avis de tous les membres à chaque décision d'importance. Il y a tellement de politique et de complexités autour de nous, que nous ne pouvons pas tous savoir quelle est la meilleure décision. Nous serions donc mieux d'élire le conseil d'administration le plus responsable possible, qui sera mis au courant de tout ce qui intervient dans chacune des décisions et qui pourra alors faire le choix le plus éclairé possible dans les plus brefs délais. Ainsi nous aurons une organisation efficace, capable de s'organiser pour optimiser le marché de sa production, en diminuant les risques d'être obligé d'aller revendiquer sur la place publique pour avoir de l'aide. Finalement, se responsabiliser pour les producteurs, c'est de cibler quel type de produit la clientèle désire et satisfaire à ses attentes, parce qu'avec des clients satisfaits la demande va sûrement avoir tendance à augmenter et parfois même les prix.

De l'autre côté de la médaille, les citoyens aussi ont des responsabilités à prendre pour le succès de l'agriculture et de la cohabitation. Dans leur cas, la responsabilisation passe surtout par la cohérence de leurs demandes. Par exemple, certains veulent se faire offrir des produits biologiques, mais en même temps ils ne veulent pas être dérangés par les odeurs du fumier. Si on suit la logique jusqu'au bout, pour fertiliser des cultures biologiques, il n'existe pas beaucoup d'autre choix que le fumier. Dans le même ordre d'idée, d'autres demandent qu'on produise des aliments dans le plus grand respect de l'environnement, ce qui entraîne des coûts de production supérieurs, mais lorsqu'ils font leur épicerie ils achètent le produit le moins cher, d'un autre pays et souvent produit dans des conditions environnementales très douteuses. C'est à voir toutes sortes de situations comme celle-là que je pense qu'une campagne de sensibilisation devrait être réalisée auprès des citoyens afin d'éviter des conflits. De plus, toujours dans la responsabilisation

des citoyens, j'aimerais aussi mentionner, qu'une personne qui prend le droit de critiquer un domaine qui n'est pas le sien et qu'il maîtrise peu, devrait être assez responsable pour d'abord aller s'informer correctement à des personnes fiables sur la réelle rentabilité et faisabilité de ce qu'il demande. Souvent, ce qu'ils proposent semble bien beau pour l'imagination, mais ils doivent comprendre que nous devons vivre de l'agriculture, non pas revenir dans les années 1940 et tenter de survivre. Bien des échanges et du temps seraient économisés par ce simple effort.

Par ailleurs, le gouvernement aussi pourrait prendre certaines responsabilités, ou du moins les prendre plus rapidement et plusieurs en seraient bien heureux. Des exemples comme le programme du PCSRA, l'entrée au pays de protéines laitière, la concurrence déloyales dans les grandes cultures et la crise du bois d'œuvre démontrent clairement que le gouvernement n'agit pas assez rapidement, même s'il est le seul à pouvoir le faire. Dans le futur, une plus grande rapidité d'exécution serait la bienvenue.

### **Structure de mise en marché**

Enfin, comme dernier aspect que j'aimerais qu'on priorise, la mise en marché des produits doit à l'avenir être mieux structurée et mieux encadrée. Pour y arriver, encore ici, un effort commun est essentiel. Tout d'abord on doit commencer par les clients qui se doivent d'identifier ce qu'ils désirent consommer et ce qu'ils sont intéressés d'acheter, parce que parfois il y a une grande différence. Sur ce point, il serait important de s'assurer que c'est l'idée de l'ensemble de la population qui est évoquée et non pas celle du 5% des clients qui crient le plus fort même s'ils ont une part de marché minime.

Ensuite, du côté des producteurs agricoles, je crois qu'une structure de mise en marché commune pour le plus grand nombre de productions possible améliorerait l'avenir de l'ensemble de l'agriculture au Québec. Je ne dis pas d'instaurer un système de quota partout, du moins ne pas faire l'erreur de donner une valeur à ceux-ci, et plutôt s'en inspirer pour en formuler une version améliorée et appropriée à chaque production. De cette façon, des prix plus stables et équitables seraient versés d'un producteur à l'autre en assurant une meilleure pérennité dans chacune des productions, comme le prouve les systèmes de gestion de l'offre déjà en place. Pour y arriver, les différentes Fédérations de l'UPA doivent prendre des décisions en faveur du futur de la production elle-même, c'est-à-dire des décisions en faveur de la collectivité. Une chose est tout de même certaine, c'est qu'ils peuvent compter sur la relève pour les appuyer de façon positive.

Finalement, pour un meilleur avenir de l'agriculture, la majeure partie du travail des gouvernements doit être fait aux frontières. Je sais très bien que la fermeture de celles-ci est très difficile à concrétiser, mais nous en serions tellement gagnant! Autant nous les producteurs agricoles par de meilleurs prix du marché, que le gouvernement qui aurait beaucoup moins de subventions à injecter dans le milieu parce que les entreprises agricoles se porteraient mieux financièrement. De leur côté, les citoyens auraient la certitude de consommer des aliments de qualité, produit dans des conditions conformes pour les normes en santé et respectueuses de l'environnement. De plus, de bons systèmes de gestion de l'offre comme dans le lait et la volaille ont prouvé que le prix au détail

n'était pas plus élevé que pour les autres productions. Ainsi, le pays obtiendrait son objectif de souveraineté alimentaire sans dépenser trop d'argent.

Je ne comprends pas d'ailleurs pourquoi les produits agricoles destinés à la consommation humaine font encore partie des négociations de l'OMC, parce que tous les pays désirent absolument conserver leur souveraineté alimentaire, quitte à subventionner totalement l'agriculture pour la maintenir dynamique et faire des producteurs des "assistés sociaux déguisés". Alors étant donné que le gouvernement d'ici n'a pas les moyens financiers d'octroyer autant d'argent dans l'agriculture et que je crois que les producteurs agricoles québécois et canadiens sont trop fiers pour vivre cette situation, le gouvernement se doit d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

Pour conclure, je pourrais résumer en disant que je crois que tout est inter relié en agriculture et comme une grande roue, il suffit d'enclencher le processus pour que tout tourne favorablement. Présentement, nous en sommes à une croisée des chemins où nous nous faisons face à la mondialisation, la technologie et divers changements auxquels l'agriculture n'a jamais été confrontée. Alors mettons-nous tous ensemble pour réenclencher le processus dans le bon sens et je crois vraiment que la formation, l'information, la responsabilisation et la mise en marché sont des maillions ou nous avons beaucoup à gagner pour améliorer notre avenir.